Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de l'environnement

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

cerfa
N° 14734*03

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :	Dossier complet le :	N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

Travaux de sécurisation du Syndicat mixte des eaux Laffon de Ladebat (SIELL) par transfert d'eau potable entre ses unités de distribution Nord et Sud et des communes de la plaine de la Woëvre.

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale : Syndicat mixte des eaux Laffon de Ladebat - SIELL

Nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter la personne morale : Lionel JACQUEMIN - Président

RCS / SIRET : 2 0 0 0 9 3 6 5 6 0 0 0 1 1

Forme juridique : Syndicat mixte fermé

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie *(Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)*
22 - Installation d'aqueducs sur de longues distances	- Canalisation d'eau dont le produit du diamètre extérieur avant revêtement (de 60 à 250 mm) par la longueur (environ 23 km) est supérieur à 2000 m² (ici 5 800 m²)

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet consiste en la réalisation des ouvrages suivants :

- Pose de 23 km de canalisations de DN 60 à 250 mm entre les réservoirs de Mont Villers et d'Hattonchâtel avec desserte et sécurisation des communes rencontrées,
- La création d'un ouvrage de surpression permettant l'alimentation du réservoir d'Hattonchâtel.

Les objectifs et nature des travaux sont détaillés dans l'annexe complémentaire 7 : AVP
Remarque : Cet AVP de 2017 n'a pas été modifié suite à l'évolution du projet et de son tracé dont la dernière adaptation date du 21/02/2022.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

4.2 Objectifs du projet

1. Sécuriser l'alimentation du Syndicat en améliorant les transferts d'eau entre les unités de distribution Nord et Sud,
2. Sécuriser plus particulièrement l'alimentation de communes indépendantes localisées en plaine de la Woëvre,
3. Optimiser les capacités de production de la ressource de Troyon au Nord, qui est de bonne qualité et qui présente une vulnérabilité limitée compte tenu de sa nature,
4. Permettre à terme au Syndicat d'intervenir de façon prolongée sur les infrastructures de production de Deuxnouds-aux-Bois et Dompierre-aux-Bois de l'unité de distribution Sud, qui nécessitent d'importants travaux de réhabilitation et mise aux normes.

Cette opération permettrait également à plus long terme (via une seconde phase de travaux), de développer la sécurisation de la ville d'Étain à raison de 1 000 m3/j.

Cette opération s'intègre également dans le schéma de sécurisation en eau potable du territoire du SAGE du Bassin Ferrifère, identifiée sous l'intitulé « Solution LO1 – Mutualisation des ressources du SIELL – Interconnexion Nord-Sud ».

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

- Phase 1 : Sécurisation du bouclage d'Hattonville entre le réservoir d'Hattonchâtel et la canalisation Ø 150 mm acier au départ vers les communes de Dessous-de-bouteille, Viéville-sous-les-Côtes et Thillot. Cette première phase permet au SIELL de disposer d'une sécurisation « partielle » de son réseau Ø 150 mm en vue d'une alimentation de l'U.D. Nord depuis l'U.D. Sud ;

- Phase 2 : Création de l'ouvrage principal de sécurisation (surpresseur vers l'U.D. Sud et régulateur de pression aval vers l'U.D. Nord) et liaison Ø 250 mm vers Thillot. Cette opération (avec raccordement sur le Ø 150 mm acier au niveau de Saint-Maurice-sous-les-Côtes) permet au SIELL de pouvoir alimenter l'U.D. Nord depuis l'U.D. Sud, autorisant ainsi les interventions au niveau du réservoir de Mont Villers ;

- Phase 3 : Interventions au niveau du réservoir de Mont Villers, comprenant notamment la création de la ligne d'eau d'adduction / distribution nécessaire au fonctionnement futur de la canalisation de sécurisation. Une fois cette phase réalisée, le réservoir de Mont Villers sera sollicité et la canalisation de sécurisation assurera le bouclage de l'U.D. Nord et l'alimentation des communes sur l'axe Thillot – Marchéville-en-Woëvre ;

- Phase 4 : Création de la liaison entre l'ouvrage de sécurisation à Saint-Maurice-sous-les-Côtes et le bouclage d'Hattonville. Cette opération constitue la liaison finale entre les réseaux laissés « en attente » en phases 1 et 2 ;

- Phase 5 : Interventions au niveau du réservoir d'Hattonchâtel, comprenant la création d'une chambre de sectorisation au pied du réservoir regroupant les adductions, les départs des bouclages d'Hattonchâtel et d'Hattonville ainsi que la canalisation de sécurisation. Durant cette phase, l'U.D. Sud sera alimentée par les ressources de Deuxnouds-aux-Bois et Dompierre-aux-Bois via le réservoir de Creuë. (Cf détails de chaque phase à l'annexe 7)

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

En situation future courante (jour moyen et jour de pointe), la distribution est assurée en tous points par les réservoirs structurants de chaque Unité de Distribution.

La modification de certaines régulations est toutefois à intégrer pour satisfaire à ces conditions de fonctionnement.
La défense contre l'incendie est également assurée, et ce dans des conditions similaires à l'actuelle.

En cas de rupture de la canalisation reliant Bonzée-en-Woëvre à Fresnes-en-Woëvre, les conditions de distribution se dégradent en jour moyen et deviennent problématiques en jour de pointe ou encore lors d'un « tirage incendie ».
(Cf détails à l'annexe 7)

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?
La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Possible procédure de DUP pour expropriation si nécessaire

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Longueur totale des canalisations (sécurisation et desserte des communes traversées) Surface du projet compte tenu des différents diamètres :	23 km 5 797 m²

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s) d'implantation

La canalisation traverse les communes suivantes :
- Bonzée en Woëvre
- Trésauvaux
- Combres sous les côtes
- Herbeuville
- Hannonville sous les côtes
- Thillot
- Saint Maurice sous les côtes
- Billy sous les côtes
- Viéville sous les côtes
- Hattonchâtel

Coordonnées géographiques[1] **Long.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _ **Lat.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), b) 9°a),b),c),d), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ : **Long.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _ **Lat.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _

Point d'arrivée : **Long.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _ **Lat.** _ _ ° _ _ ' _ _ " _

Communes traversées :

Mont Villers, Bonzée en Woëvre, Trésauvaux, Combres sous les côtes, Herbeuville, Hannonville sous les côtes, Thillot, Saint Maurice sous les côtes, Billy sous les côtes, Viéville sous les côtes, Hattonchâtel

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ? Oui ☐ Non ☒

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ? Oui ☐ Non ☐

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

Sans objet

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.
Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	☐	☒	ZNIEFF I "Géricôte à Bonzée" FR8000020 -Le tracé modifié le 21/02/2022 évite la ZNIEFF.
En zone de montagne ?	☐	☒	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	☐	☒	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	☐	☒	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	☐	☒	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	☐	☒	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	☐	☒	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	☒	☐	Une étude spécifique a été réalisée en 2021 (Présentée en Annexes complémentaires 8, 8.1, 8.2, 8.3). Les conclusions sont les suivantes : - Impacts bruts du projet initial : Variante 1 :13221 m², variante 2 : 8915 m² - Impacts résiduels après séquence d'Évitement et Réduction : Variante 1 : 632 m², Variante 2 : 533 m²

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	☐	☒	Sans objet
Dans un site ou sur des sols pollués ?	☐	☒	Des sites potentiellement pollués recensés par le BRGM (BASOL) sont situés à proximité de la canalisation de transfert. Toutefois ces sites ne sont pas traversés par la canalisation.
Dans une zone de répartition des eaux ?	☐	☒	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	☐	☒	
Dans un site inscrit ?	☐	☒	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	**Oui**	**Non**	**Lequel et à quelle distance ?**
D'un site Natura 2000 ?	☒	☐	ZPS "Etangs de Lachaussée" située à 4 km enviorn
D'un site classé ?	☐	☒	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?
Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? *Appréciez sommairement l'impact potentiel*
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	☐	☒	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	☐	☒	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	☐	☒	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	☒	☐	La mise en place de la canalisation enterrée et des ouvrages annexes nécessite l'utilisation de matériaux de remblaiement ou de construction adaptés (sables et graviers de carrière, béton, ...) dans la mesure où les matériaux extraits ne seront a priori pas réutilisables (par exemple marnes et calcaires). La possibilité de recycler les terres argileuses extraites par traitement à la chaux sera examinée.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	☒	☐	En phase travaux : - Le tracé de la canalisation suit des routes et des chemins existants, les atteintes sur des habitats potentiellement favorables sont donc limitées. - Évitement de destruction d'espèces protégées (faune et flore) localisés. - Impacts sur les zones humides (cf 6 précédent) En phase d'exploitation : - Aucun effet négatif n'est attendu. Les effets sont détaillés dans l'annexe 8 complémentaire
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	☐	☒	Périmètre Natura 2000 situé à 4 km environ. Les habitats naturels traversés ne sont pas favorables à la présence d'espèce (s) inscrite(s) au FSD du site.

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	☐	☒	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	☐	☒	Après travaux, l'usage des sols sera restitué.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	☐	☒	Aucun PPRT sur le secteur d'étude
	Est-il concerné par des risques naturels ?	☒	☐	Une partie des communes traversées par le projet est concernée par le risque inondation.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	☐ ☐	☒ ☒	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	☒	☐	En phase de travaux, une augmentation limitée du trafic poids lourds en lien avec le chantier est à prévoir. En phase exploitation, aucune incidence sur les déplacements et le trafic n'est à considérer.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	☒ ☐	☐ ☒	En phase de travaux, une augmentation du bruit en lien avec le chantier est à prévoir. En phase exploitation, aucune nuisance sonore particulière par le projet n'est à considérer.

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	☐ ☐	☒ ☒	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	☒ ☐	☐ ☒	En phase de travaux, des vibrations peuvent être émises en lien avec le chantier. Ces vibrations seront localisées et de faible durée. En phase exploitation, aucune vibration particulière générée par le projet n'est à considérer.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	☐ ☐	☒ ☒	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	☐	☒	
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	☒	☐	En phase de travaux : Possible rejets des eaux de rabattement de la nappe. Ces eaux de nappe seront rejetées dans les cours d'eau situés à proximité de la zone de travaux. En phase exploitation, aucun rejet généré par le projet n'est à considérer.
	Engendre-t-il des effluents ?	☐	☒	
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	☒	☐	En phase travaux, des déchets de chantier seront produits (déchets non dangereux et déchets inertes). En phase exploitation, aucun déchet généré par le projet n'est à considérer.

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	☐	☒	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	☐	☒	Le tracé suit des routes et des chemins existants en privilégiant des zones où des canalisations sont déjà présentes.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ **Non** ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ **Non** ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Les mesures d'évitement (adaptation du tracé) ont permis d'éviter la destruction d'espèces protégées. La dernière modification du tracé datant du 21/02/2022.
Cf annexe complémentaire n° 8 : Notice d'incidences environnementales.

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le tracé a été modifié afin d'éviter toutes les zones à enjeux écologiques, aucune incidence n'est donc attendue.

Les zones humides qui portaient des enjeux écologiques potentiellement forts ont fait l'objet d'une étude détaillée qui a permis :
- Une délimitation précise,
- Une évaluation quantitative des impacts bruts,
- Des propositions de mesures d'évitement et réduction permettant de limiter fortement les impacts résiduels.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

	Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - **non publié** ;	☒
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	☒
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	☒
4	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories *5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d),10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement* un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	☒
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux *5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :* plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	☐
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	☒

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Annexe 7 : Programme des travaux qui présente la nature des travaux qui se rattache à la partie 4 du présent CERFA Annexe 8 : Notice d'incidences environnementales qui présente la stratégie d'Évitement, Réduction qui se rattache aux parties 5 et 6 du présent CERFA. Annexe 8.1 : Étude de délimitation des Zones humides Annexe 8.2 : Stratégie d'évitement et réduction des impacts sur les zones humides Annexe 8.3 : Annexes à l'étude zones humides

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☒

Fait à Heudicourt-sous-les-Côtes le, 07/03/2022

Signature

Le Président du SIELL
Monsieur Lionel JACQUEMIN

